



**CDEN du 04 septembre 2020  
Déclaration FSU 82**

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

**F.S.U. 82  
TARN-ET-GARONNE** Avant de nous lancer dans les échanges qui concernent l'ordre du jour de cette instance, à savoir l'organisation de la rentrée scolaire dans le Tarn-et-Garonne, permettez-nous d'évoquer la rentrée sociale.



Avec 100 milliards d'euros, Jean Castex annonce une série de mesures pour relancer l'économie française après le confinement. Il ne fait en réalité que répondre aux demandes du MEDEF, sans répondre aux urgences sociales que connaît le pays et à la nécessaire bifurcation écologique.

Ces aides ne sont assorties d'aucune conditionnalité sociale ou environnementale. Elles ne seront d'aucun secours pour sauver les salarié.e.s des centaines de milliers de licenciements en cours ou à venir et risquent d'abonder des activités incompatibles avec les limites planétaires.

Aux côtés des mouvements populaires et citoyens, nos associations et syndicats ont des propositions à faire et des combats à mener. Oui, il y a des alternatives au capitalisme néolibéral, productiviste et autoritaire, et ces alternatives sont crédibles, désirables et réalisables. Les [mesures d'urgence du collectif unitaire « Plus Jamais Ça »](#) constituent des premières pistes en ce sens. Elles sont amenées à s'enrichir au fil des mobilisations que nous mènerons collectivement.

Pour poursuivre notre intervention et commencer à aborder les thèmes qui nous réunissent aujourd'hui, la FSU 82 tient à évoquer la position de l'AMF nationale concernant des positions liées aux décisions gouvernementales et de l'Éducation nationale (2 juillet 2020).

Excusez cette lecture qui peut vous sembler fastidieuse ou redondante mais il nous semble important que l'ensemble des membres présents à ce CDEN entendent ces positions.

*« Depuis plusieurs années, l'Etat invite les communes et les intercommunalités à davantage inscrire leurs actions éducatives dans le prolongement du service public de l'école, et en complémentarité avec lui, compte tenu des enjeux de réussite scolaire. »*

*La crise sanitaire a quant à elle fait émerger de nouveaux dispositifs (activités 2S 2C sur le temps scolaire, Vacances apprenantes comportant notamment un volet sur le renforcement des apprentissages) qui tendent à diluer les différents temps scolaire et péri/extrascolaire et à rebattre les cartes du partenariat entre l'Éducation nationale et les communes.*

*A cela s'ajoute une proposition de loi créant la fonction de directeur d'école, en cours de discussion parlementaire, qui vise notamment à permettre aux directeurs d'école d'assumer la responsabilité de l'organisation du temps périscolaire en accord avec la collectivité.*

*« Ainsi, un double mouvement tend à se mettre en place consistant à permettre, d'une part, aux communes d'intervenir plus fortement sur le temps scolaire et, d'autre part, à l'Éducation nationale d'intervenir dans l'organisation du temps périscolaire. »*

Nous arrêtons là la lecture de ce document de 4 pages qui expliquent précisément les arguments de l'AMF sur les réserves très franches quant à ces glissements de compétences.

Pour en venir à l'ordre du jour de cette instance (enfin!...) :

Nous vivons une rentrée plus qu'exceptionnelle avec un CDEN qui s'annonce plus que particulier. Car au-delà des incessants tweets, interviews et annonces ministériels divers et variés, la réalité est têtue. Il ne suffit pas de marteler qu'on est prêts pour que ce soit le cas. Les enseignant.e.s, agent.e.s territoriaux, AESH et même les parents d'élèves ont facilité l'accueil des élèves, mais dans quelles conditions ? Un protocole paru le 26 août dans la soirée pour une prérentrée des enseignant.e.s à partir du 28 au matin. Un protocole qui, rappelons-le, était vivement attendu par tou-te-s, également par les collectivités locales qui sont directement impactées par les mesures énoncées. Des prescriptions fumeuses et vagues là où nous attendions un vrai cap. Notre ministre est partout : Jean-Michel fait de l'escalade, du ping-pong, du beach-volley... en costard-cravate ainsi que des photos de vacances dont on se serait bien passé ; il est aussi

dans les tribunes, auprès des sportifs mais pas auprès des enseignant.e.s, jamais auprès de l'école dont il se désintéresse manifestement.

### **Nous tou-te-s, membres de la grande communauté éducative, nous avons subi des choix. Ceux d'un Ministre qui rêvait de changer d'Intérieur...**

Il ne suffit pas de marteler que l'école est une priorité, il faut le prouver. M. le DASEN, vous allez certainement répéter que des postes auraient pu être récupérés cette rentrée et que cela n'a pas été le cas, qu'au niveau national, 1248 postes supplémentaires ont été créés en fin d'année scolaire. Mais qu'est-ce au regard des 84000 postes italiens et 11 000 postes madrilènes ?

En France, le plan de relance ne concerne pas l'Éducation, nous n'en avons pas besoin, ON GÈRE...

En tant qu'enseignant.e.s, nous devons expliquer à nos élèves les gestes barrières et la distanciation. Nous avons l'air fin avec nos tables collées les unes aux autres. On nous dit : « faites comme en Finlande, faites classe dehors. » La situation n'est clairement pas la même quant au taux d'encadrement. Il vaut mieux éviter de nous comparer à nos voisins européens que ce soit en terme d'effectifs, d'heures de classe ou de rémunération (même hors crise sanitaire) si on ne veut pas être pris d'une subite envie d'émigrer.

Une fois encore, il ne suffit pas de marteler que nous sommes les meilleurs, il n'y a qu'à se confronter aux mesures exceptionnelles qui n'ont pas été prises cette rentrée. Nous n'avons pas eu de temps de concertation supplémentaire comme demandé (je rappelle, protocole le 26 au soir), pas de création de postes que ce soit en réseau d'aide pour pallier aux difficultés de nos élèves ou d'enseignant.e.s pour enfin faire baisser les effectifs. Que nenni, à la place, ici on devrait nous parler de seuils d'ouverture/fermeture à 27 (le même que d'habitude, quand il n'y a pas de pandémie mondiale). On va nous expliquer qu'il faut gérer la pénurie (comme d'habitude, quand il n'y a pas de pandémie mondiale) et qu'il faut fermer des classes dans des écoles qui ont préparé leur rentrée avec ces moyens-là, qui ont préparé leurs commandes en conséquences, qui ont organisé le péri-scolaire en fonction et des mairies qui ont donné les moyens matériels et humains nécessaires... Que de sacrifices et d'efforts qui seraient remis en cause...

De plus, cette crise sanitaire a mis en exergue **l'état de délabrement de beaucoup d'écoles et d'établissements, le manque de points d'eau et de lavabos en nombre suffisant pour permettre le respect des gestes barrières dans des conditions sereines**. Alors, au moins, pour pallier un minimum cela, les écoles devraient toutes être équipées de distributeur de gel, d'essuie-mains jetables. Mais bon, encore une dépense qui doit être superflue ! Ou qui souffre de l'absence de consignes ministérielles à destination des collectivités cet été. Peut-être que le ministre avait mieux à faire...

En résumé, pas de moyens supplémentaires, pas de cap, un protocole tardif, des seuils inchangés mais des évaluations nationales hors-sol prévues, elles, dès la sortie. Des évaluations très dépréciatrices pour nos élèves impactés par une année particulière et pour lesquelles la FSU ainsi que la FCPE demandent dans une pétition à ce qu'elle n'aient pas lieu. Incroyable !

Depuis plusieurs années la FSU demande des moyens pour fonctionner, pour aider nos élèves au mieux. Aujourd'hui, comme hier, nous ne sommes pas entendus, rien ne change, sauf les ministres, il nous tarde...

**Nous exigeons, dès maintenant, la mise à disposition gratuite de masques en quantité suffisante à l'ensemble des collégiens, lycéens, étudiants et à tous les personnels de l'Éducation nationale.** Il en va de même pour l'ensemble de la population.

Nous demandons aussi, que les réformes néfastes, dans l'Éducation et dans tous les services publics, soient retirées : retraite, loi de transformation de la FP... Plus que jamais, il est indispensable d'investir dans un plan d'urgence pour l'École et les autres services publics ! Les organisations syndicales (CGT, FSU, Solidaires) et étudiantes (FIDL, MNL, UNEF et UNL) appellent à faire du 17 septembre une première journée d'action pour imposer le changement nécessaire.

Merci de votre attention.

Les représentant.e.s de la FSU 82

